



Veille mensuelle sur la situation économique et financière de l'Autriche

© DG Trésor

avril 2018

Offensive de diplomatie économique vers la Chine et les Emirats arabes unis

Alors que le commerce extérieur représente plus de la moitié du PIB du pays alpin et que 6 emplois sur 10 en dépendent, le gouvernement autrichien a adopté le 4 avril une stratégie pour la politique économique extérieure.

Le plan adopté fixe des principes directeurs qui donneront lieu à une série de mesures d'ici novembre 2018. Cette stratégie est pilotée par le ministère du Numérique et de l'Economie (BMDW) en coopération avec le ministère des Affaires Etrangères et la chambre fédérale de l'économie (WKO), responsable de l'accompagnement des entreprises à l'étranger à travers son réseau de délégations commerciales.

La stratégie se décline en objectifs chiffrés : passer de 30 à 35 % d'entreprises exportatrices en 2025 (soit de 55 000 actuellement à 77 000) et atteindre 32 % d'exports en dehors de l'UE (30,2 % actuellement). Elle comporte plusieurs axes dont le développement de relations économiques privilégiées avec certains partenaires économiques avec une attention particulière portée à l'Asie, l'intégration des aspects culturels, tourisme, scientifiques et sportifs dans la démarche; l'accent sur le numérique et l'innovation ; la promotion des valeurs et du multilatéralisme, le suivi de près des sanctions économiques ; la promotion auprès du public des effets positifs de la mondialisation pour l'Autriche.

Deux déplacements officiels à dominante économique sont venus illustrer cette ambition. La visite d'Etat en Chine du 6 au 12 avril avec la plus grosse délégation jamais organisée (près de 300 personnes), composée du Président A. Van der Bellen, du Chancelier S. Kurz, de plusieurs ministres ÖVP-FPÖ accompagnés de 170 entreprises. La visite a donné lieu à la signature d'une déclaration pour un partenariat stratégique couvrant de nombreux domaines (commerce, technologies, infrastructures, transports, brevets, culture, sport...). Une déclaration d'intention sur la route de la soie a également été signée par le ministre des Transports et des infrastructures marquant l'intérêt de l'Autriche pour ce projet.



S. Kurz, accompagné de la ministre de l'Economie, s'est rendu fin avril aux Emirats arabes unis. Cette visite a été marquée par la signature d'un contrat important pour l'énergéticien autrichien OMV avec ADNOC, l'entreprise pétrolière émirienne. OMV investira 1,5 Mrd USD pour la participation au développement de deux champs pétroliers offshore et obtient un partenariat pour la construction d'une raffinerie (cf article infra).

A noter que le gouvernement travaille également à une stratégie sur l'attractivité du pays « Standort Österreich » (Site Autriche) pour laquelle il envisage même d'introduire une référence dans la constitution.

Situation économique et financière	3
□ Evolution des indicateurs et prévisions	3
• Après 3,0 % en 2017, une croissance à moyen terme en hausse de 2,1 % par an	3
• Hausse du CA de 7,4 % en 2017 pour le secteur manufacturier	3
• R&D : un taux à 3,19% du PIB en 2018 selon les estimations	4
• Comment les Autrichiens investissent leur argent	5
• Coin fiscal : l'Autriche occupe la 5 ^{ème} place	5
Politique économique et sociale	5
□ L'emploi	5
• Le chômage en recul à 5,0 % en mars	5
□ Questions sociales	6
• Pauvreté et exclusion : 18,1 % de la population menacée en 2017	6
• Réforme de l'assurance maladie : une fusion très controversée	6
• Partenariat social : relève à la tête des organismes paritaires	7
Questions sectorielles	8
□ Services financiers	8
• Le résultat du secteur bancaire en 2017 retrouve son niveau d'avant la crise	8
• Raiffeisen Bank International vend à BNP Paribas sa filiale polonaise	8
• L'investissement étranger à la bourse de Vienne a légèrement reculé en 2017	8
□ Energie et environnement	9
• OMV va investir 1,5 Mrd USD dans des champs pétroliers à Abu Dhabi	9
□ Industrie	9
• Les coûts élevés de l'énergie pèsent sur l'industrie du papier	9
• LG rachète l'autrichien ZKW pour un montant d'1,1 Mrd EUR	10
□ Transports	10
• L'opérateur ÖBB se félicite d'un résultat en hausse grâce à la branche « voyageurs »	10
• Péage autoroutier : pour une affectation exclusive des recettes ?	10
Présence française	11
• Amundi Austria finalise la fusion avec Pioneer Investments	11
Annexe	12

**Situation économique et financière****Evolution des indicateurs et prévisions**

Après 3,0 % en 2017, une croissance à moyen terme en hausse de 2,1 % par an

Les prévisions de croissance à moyen terme (période 2018-2022) établies par l'institut de conjoncture Wifo (*Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung*) et révisées le 23 avril montrent que le PIB autrichien devrait croître en moyenne annuelle de 2,1 % pendant la période sous revue, supérieure de 0,25 point à celle de la zone euro. La période 2013/2017 s'était caractérisée par une progression plus lente, à 1,3 % par an. Après avoir atteint une hausse de 2,9 % voire 3,0 % en 2017 (chiffres provisoires), la croissance est estimée à 3,2 % pour l'année en cours. La conjoncture mondiale resterait favorable et permettrait ainsi aux exportations de gagner en vigueur (+4,1 % par an), ce qui se répercute positivement sur les investissements, en particulier dans l'outil productif. Grâce à la bonne évolution du revenu disponible (+1,7 % par an), la consommation privée devrait progresser de 1,5 % par an, à comparer à +0,7 % pendant la période 2013/2017, et serait donc un pilier soutenant la demande domestique. L'expansion de l'économie autrichienne profiterait donc également au marché de l'emploi, les créations d'emplois progressant de 1,4 % par an, le chômage reculant à 5,1 % lors de la période sous revue (à comparer à 4,7 % entre 2008 et 2012 et à 5,6 % entre 2013 et 2017). Du côté des prix, l'inflation devrait rester légèrement supérieure à celle de la zone euro mais l'écart se réduit. Les prix devraient évoluer en moyenne de 1,9 % par an, la hausse étant principalement portée par la progression de prix des prestations et services, ainsi que des prix administrés. Pour ce qui relève des finances publiques, les experts du Wifo attendent une nette amélioration du déficit public : selon le projet de double budget 2018/2019 présenté par le ministère des Finances, à politique économique inchangée, le retour à l'équilibre budgétaire serait fortement probable dès 2019, un excédent serait même envisagé dès 2020 et devrait atteindre 0,3 % du PIB en 2022. Le solde structurel, selon la méthode de calcul de la Commission européenne, deviendrait positif en 2021 (+0,1 %) et 2022 (+0,3 %). L'endettement public reculerait de plus de 12 points entre 2018 et 2022 pour atteindre au terme de la période sous revue 63,3 % du PIB. Les économistes appellent toutefois à la prudence en raison des risques non négligeables qui pourraient impacter l'économie autrichienne, à avoir les mesures protectionnistes étatsuniennes, le *Brexit*, les conflits géopolitiques au Proche et Moyen Orient, ainsi que les relations actuellement tendues entre l'Union européenne et la Russie et avec la Turquie (flux migratoires).

A noter que le PIB, qui avait déjà progressé de 0,9 % au T3 et au T4 2017, a continué sur cette trajectoire au T1 2018 avec +0,9 % par rapport au T4 2017. La révision de la croissance du T4 2017 porte les experts à revoir à la hausse la croissance enregistrée en 2017 (3,0 %, en hausse de 0,1 point par rapport aux dernières estimations).

Hausse du CA de 7,4 % en 2017 pour le secteur manufacturier

En données cvs-cjo, le chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière a progressé de 7,4 % en 2017, selon l'institut autrichien de la Statistique. Fin décembre 2017, les statisticiens dénombraient près de 65 200 entreprises (en hausse de 1,5 % en glissement annuel), employant plus de 909 000 salariés (+1,1 %) qui ont généré plus de 277 Mrd EUR de CA en 2017. Forte de plus de 670 000 salariés, la production manufacturière et de l'industrie extractive a produit plus de 186,1 Mrd EUR, le secteur de l'énergie arrive en deuxième position avec 39,2 Mrd EUR (pour 26 657 salariés) et la gestion des eaux et du traitement



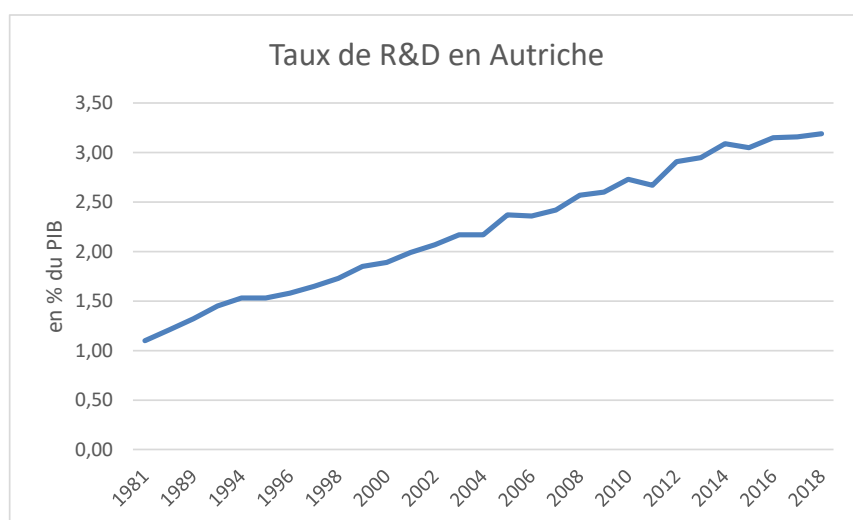
des déchets a généré 5,3 Mrd EUR (17 700 salariés). Le secteur de la construction dégagait quant à lui un CA de 46,6 Mrd EUR, soit une hausse de 4,2 % en glissement annuel (données cvs-cjo), grâce à ses 34 900 entreprises.

En données mensuelles, le CA du secteur manufacturier a progressé en janvier 2018 de 5,8 % (données cvs-cjo) par rapport à janvier 2017 alors que le nombre d'entreprises a reculé de 0,9 %. En revanche, le nombre de salariés a progressé de 4,4 % dans le BTP, le nombre d'entreprises productives a légèrement augmenté de 0,5 %, son CA en janvier a crû de 10,7 %).

L'indice des prix de la production finit le mois de mars 2018 sur une hausse de 1,3 %. Comme pour les deux premiers mois de l'année, ce sont les prix des biens intermédiaires qui augmentent le plus en glissement annuel (+2,0 %), notamment pour les produits de la métallurgie (+6,1 %) et de la sidérurgie (+9,3 %).

R&D : un taux à 3,19% du PIB en 2018 selon les estimations

En 2018, les dépenses consacrées à la recherche et au développement en Autriche vont augmenter pour atteindre le taux de 3,19 % du PIB, soit 12,3 Mrd EUR selon les estimations de l'institut de statistique autrichien, *Statistik Austria*. 6,1 Mrd EUR des dépenses seraient supportées par les entreprises domestiques (49,5 %), en augmentation de +6,8 % par rapport à 2017 et 1,9 Mrd EUR par des entreprises étrangères présentes en Autriche. L'Etat fédéral, quant à lui, participerait à hauteur de 4,2 Mrd EUR (28,8 %), soit 4,1 % de plus qu'en 2017. La part des Länder reste très modeste avec 525 MEUR (4,2 % du total), en hausse de 5,4 % en glissement annuel. Depuis 2011, où le taux de R&D reculait à 2,67 % du PIB (-0,6 point), il n'a cessé d'augmenter, passant de 3,05 % en 2015, à 3,15 % en 2016 et à 3,16 % en 2017. Déjà en 2016, L'Autriche faisait figure de modèle au sein de l'Union Européenne, avec le deuxième taux le plus élevé (3,15 %) derrière la Suède (3,25 %) et devant l'Allemagne (2,94 %). La France affichait alors un taux de R&D de 2,25 % du PIB (2016, eurostat), supérieur à la moyenne européenne (2,03 %).



Source : Statistik Austria

**Comment les
Autrichiens
investissent leur
argent**

Dans un contexte de taux d'intérêts historiquement bas, le taux d'épargne est tombé à 6,4 % en 2017, alors qu'il atteignait 7,9 % du revenu disponible en 2016 (voir notre veille de mars 2018). Le montant nouvellement investi s'est élevé à 10,2 Mrd EUR (-2,6 Mrd EUR) ce qui porte le patrimoine financier des Autrichiens à 646 Mrd EUR (+3,3 %). Les dépôts à vue à hauteur de 138 Mrd EUR restent le type de placement préféré avec 21 %. Les dépôts remboursables avec préavis subissent un recul de 6,6 Mrd EUR pour atteindre 104,5 Mrd EUR (16 %). Le volume géré par les sociétés d'investissement a augmenté de 3,7 Mrd EUR. Les actions ne représentent que 3,9 % du patrimoine financier soit 25,2 Mrd EUR.

**Coin fiscal :
l'Autriche occupe
la 5^{ème} place**

Alors que la réforme fiscale entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016 avait permis à l'Autriche de prendre la 6^{ème} place dans le classement de l'imposition sur les salaires avec 47,3 %, la pression fiscale sur les salaires est répartie légèrement à la hausse en 2017 avec un taux à 47,4 %, ce qui octroie à l'Autriche la 5^{ème} place, devançant la Hongrie. La moyenne des pays de l'OCDE se situe à 35,9 %. Selon le calcul du coin fiscal pour un célibataire sans enfant, le Top 5 du classement est occupé par la Belgique (53,7 %), l'Allemagne (49,7 %), l'Italie (47,7 %) et la France avec 47,6 %. Le rebond de la pression fiscale en Autriche s'explique en fait, malgré la diminution de 0,2 point de la contribution des employeurs au fonds de compensation des prestations familiales (passant de 4,1 % à 3,9 %), par la non-indexation des barèmes fiscaux qui ont permis à l'Etat fédéral d'enregistrer en 2017 plus d'impôts sur le revenu. En Autriche, l'impôt sur le revenu et les cotisations de sécurité sociale des employeurs représentent à eux deux 70 % du coin fiscal total, contre 77 % du coin fiscal moyen de l'OCDE. Grâce aux prestations liées à l'enfance et les dispositions fiscales y afférentes, l'avantage que peuvent procurer les enfants reste toutefois important en Autriche ; le coin fiscal pour un salarié avec deux enfants se situe en Autriche à 37,0 % en 2017, comme en 2016 : la réduction atteint 10,4 points.

[Haut du document](#)**Politique économique et sociale****L'emploi****Le chômage en
recul à 5,0 % en
mars**

Grâce à une conjoncture favorable et une forte demande de main d'œuvre, le chômage continue son repli pendant le T1 2018 et s'est fixé fin mars 2018 à 5,0 % de la population active, un recul de 0,2 point en glissement mensuel (février 2018: AT = 5,2 % ; FR = 8,9 % ; DE=3,5 % ; EU28= 7,1 %). Le pays alpin occupe ainsi la 10^{ème} place européenne, le podium étant occupé par la République tchèque (2,4 %), l'Allemagne (3,5 %) et Malte (3,5 %). En termes de salariés, avec désormais près de 3,7 millions de personnes, leur nombre a augmenté de 89 000 en glissement annuel, soit une hausse de 2,5 %, également répartie entre les genres. Autant en termes de répartition régionale que sectorielle, le recul du chômage profite à tous. Les plus fortes baisses sont enregistrées en Styrie (-14,2 % de demandeurs d'emploi), en Haute-Autriche (-13,0 %). A noter que les Länder de l'Est de l'Autriche, Vienne et le Burgenland, restent plus exposés à la pression des flux migratoires intra-européens que les Länder occidentaux, comme le Vorarlberg et le Tyrol. Pour ce qui retourne des secteurs, les chômeurs issus du BTP sont en recul de 17,1 %, ceux du secteur manufacturier de 13,6 %. Le repli concerne également le chômage de longue durée (plus de 12 mois), en recul de



11,4 %. Le nombre de seniors au chômage recule également de 5,6 %, malgré la suspension de certains dispositifs d'accompagnement par le gouvernement (« *Aktion 20 000* »). En revanche, le nombre de jeunes chômeurs (moins de 25 ans) a légèrement crû en mars pour atteindre 10,1 % alors qu'il se fixait à 9,8 % en février (FR = 21,6 % ; DE = 6,2 % ; EUR28=15,9 %). Parallèlement, le nombre de postes vacants progresse de 27,9 % en glissement annuel à plus de 71 000 emplois. Toutefois, la disparité entre les besoins et les qualifications des chômeurs demeure importante : selon la ministre du Travail, Mme Beate Hartinger-Klein (FPÖ, droite populiste), plus de 45 % des chômeurs détiennent le niveau scolaire minimum (fin de troisième) alors que seulement 35 % des places à pourvoir le requièrent. Elle fait également remarquer que plus de 63 % des chômeurs étrangers détiennent le niveau de fin de scolarité obligatoire.

Le gouvernement a par ailleurs missionné le directoire du Pôle Emploi autrichien, l'AMS (*Arbeitsmarktservice*) de lui faire des propositions de réforme de l'assurance chômage et de l'organisation de l'institution pour renforcer l'efficacité du dispositif, en particulier pour ce qui relève des sanctions et les échanges d'informations entre l'AMS, responsable de l'indemnisation chômage, et les Länder qui distribuent les aides sociales.

Questions sociales

Pauvreté et exclusion : 18,1 % de la population menacée en 2017

Dans le cadre du projet européen EU-SILC, lancé en 2003 et mené en Autriche par l'institut *Statistik Austria*, le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2017 a très légèrement augmenté, de 0,1 point par rapport à 2016, pour atteindre 18,1 % de la population. Rappelons que, selon les critères du projet EU-SILC pour l'Autriche, toute personne seule disposant de moins de 60 % du revenu médian, soit 1238 EUR, est menacée de pauvreté. Pour un couple avec un enfant, ce seuil atteint 2 228 EUR. Dans le détail, les statisticiens constatent que 14,4 % soit plus de 1,2 million de personnes, sont touchées par la pauvreté, 8,3 % ont une activité rémunérée insuffisante ou n'en ont pas, et 3,7 % des personnes subissent d'importantes privations matérielles. En comparaison à l'année de référence 2008, la pauvreté recule en Autriche, passant de 20,6 % à 18,1 %. Seul l'indicateur d'activité insuffisante a légèrement progressé : il atteignait 7,4 % en 2008 et se fixait en 2017 à 8,3 %. A noter que l'Autriche, avec un taux à 18,1 % se situe largement en dessous de la moyenne européenne (23,5 %).

Réforme de l'assurance maladie : une fusion très controversée

Déjà envisagée puis finalement rejetée par le gouvernement du Chancelier social-démocrate Christian Kern, la fusion des caisses d'assurance maladie et une réforme en profondeur du système de santé, deux projets inscrits dans le programme de coalition du gouvernement de droite/droite populiste du Chancelier Kurz, se heurtent aux résistances grandissantes, autant de la part des gouverneurs des Länder que de la part des partenaires sociaux. Avec 21 caisses de sécurité sociale pour couvrir les branches accident, maladie et vieillesse, l'Autriche s'est au fil du temps dotée d'un système de sécurité sociale, certes efficace mais coûteux et surtout surdimensionné pour un pays de 8,7 millions d'habitants (les dépenses de santé représentent actuellement 10,7% PIB). Le projet du gouvernement prévoirait de ramener le nombre de caisses à 5, notamment en fusionnant les 9 caisses régionales au sein d'une caisse d'assurance maladie autrichienne. La dissolution de la caisse générale d'assurance accident, l'AUVA, pourrait également être envisagée : son réseau d'établissements hospitaliers spécialisés dans



les accidents du travail, réseau parallèle au réseau hospitalier des länder, pourrait alors disparaître. Les caisses d'assurance maladie bénéficient d'une grande autonomie, autant financière que dans le cadre de leur gouvernance paritaire. Le financement, que la Cour des comptes juge inextricable, est assuré majoritairement par les contributions sociales mais également par les finances publiques. Pas moins de 60 acteurs participent aux flux financiers. Les Länder et les communes qui participent au financement par le biais de fonds régionaux, sont très critiques vis-à-vis du projet de fusion, craignant de voir leur influence en matière de politique sociale, largement diminuée. Au travers de cette fusion, le gouvernement espère également réduire le monopole du partenariat social en Autriche. Une révision du taux de contributions des employeurs à la branche accident, actuellement 1,3 % de la masse salariale, pourrait découler de cette réforme et permettrait de diminuer le taux des prélèvements obligatoire (42,3 %) que le gouvernement a promis de ramener à 40 %. Le calendrier du gouvernement prévoit une mise en application de la réforme au 1^{er} janvier 2019. A noter que cette réforme de structure a déjà été l'objet de recommandations de la Commission européenne dans le cadre du Semestre européen.

**Partenariat
social : relève à
la tête des
organismes
paritaires**

Comme il l'avait annoncé en novembre 2017, M. Rudolf Kaske, président de la Chambre du Travail de Vienne (*Arbeiterkammer Wien*, AK Wien) et président de la Chambre fédérale du Travail (*Bundesarbeitskammer*, AK), organisme faîtière des 9 chambres régionales du Travail, a passé, après 5 ans d'activité, le flambeau à Mme Renate Anderl qui a été confirmée comme nouvelle présidente par 56 des 59 voix lors de l'Assemblée générale de la Chambre fédérale. Sociale-démocrate, Mme Renate Anderl était depuis 2014 vice-présidente de la Confédération syndicale ÖGB, elle est également membre du Bundesrat (chambre haute du Parlement), représentant le Land de Vienne, depuis novembre 2015. De nombreux défis attendent Mme Anderl face aux projets gouvernementaux qui s'inscrivent dans la volonté du gouvernement de diminuer l'influence du partenariat social en Autriche. Récemment, le Ministre Norbert Hofer, coordinateur du gouvernement et compétent pour les Transports et l'innovation, a présenté la vision du nouveau partenariat social, recentré sur les intérêts de ses adhérents et coopérant avec les pouvoirs politiques à qui seuls incombe le pouvoir de décision. Rappelons que d'autres changements sont attendus à la tête des organismes paritaires : M. Harald Mahrer, ancien ministre de l'économie, prendra le 18 mai la tête de la Chambre fédérale de l'économie et succédera à M. Christoph Leitl, en poste depuis 2000 et qui continuera à être président d'Eurochambres. M. Erich Foglar, chef de la confédération syndicale depuis 2008, quittera son poste en juin au profit de M. Wolfgang Katzian, actuellement chef du syndicat des salariés du privé. M. Herman Schultes, président de la chambre fédérale de l'Agriculture depuis 2014, donnera les rênes de l'institution le 15 mai à M. Josef Moosbrugger, à ce jour président de la Chambre d'agriculture du Vorarlberg.



Questions sectorielles

Services financiers

Le résultat du secteur bancaire en 2017 retrouve son niveau d'avant la crise

Le secteur bancaire autrichien compte actuellement 628 banques avec 3 737 agences soit un ratio de 1 pour 2 315 personnes. Comparé à 2007, le nombre de banques s'est réduit d'un quart et le nombre d'agences de 12 %. La densité d'agences bancaires a varié de 20 %. Selon la Banque centrale d'Autriche (OeNB, *Österreichische Nationalbank*) le résultat de l'ensemble du secteur bancaire a atteint 6,6 Mrd EUR en 2017 (+1,6 Mrd EUR). Cette amélioration est notamment due à la baisse sensible des coûts de risques (-11,8 % pour atteindre 1 Mrd EUR). En revanche, le transfert des activités en Europe de l'Est d'*UniCredit Bank Austria* vers sa maison-mère italienne a réduit le résultat global du secteur bancaire autrichien de 1,1 Mrd EUR. Au total, le résultat global du secteur retrouve son niveau observé en 2007 (6,8 Mrd EUR). Au cours des dix dernières années, le total de bilan du secteur bancaire autrichien a reculé de 1 047 Mrd EUR fin 2007 à 949 Mrd EUR fin 2017 soit un recul de 12 %. Pendant cette période, le ratio de fonds propres (CET1-R) s'est amélioré de 8,1 % à 15,1 %. L'OeNB déplore pourtant que le nombre d'employés n'a diminué que de 6,1 % comparé à 13,6 % en moyenne UE (Allemagne : -9,1 %, France : -5,3 %) et demande au secteur bancaire de renforcer la digitalisation des services bancaires et de réduire le nombre d'employés (73 700 actuellement). En prévision de la restructuration à venir, une fondation de travail (*Arbeitsstiftung*) vient d'être créée. Le but de ce dispositif est de fournir aux salariés concernés par un chômage prévisible et massif soit une nouvelle orientation professionnelle, soit un complément de formation, soit une aide à la recherche d'emploi. Le fonds de travail est doté de 54 MEUR, financés à hauteur de 36 MEUR par les banques, de 14 MEUR par le Pôle Emploi autrichien (AMS) et de 4 MEUR par le fonds de la ville de Vienne Waff (*Wiener Förderungsfonds*) ce qui permettra de subventionner 4 500 personnes d'ici 2022.

Raiffeisen Bank International vend à BNP Paribas sa filiale polonaise

Raiffeisen Bank International (RBI) vient de céder à la filiale polonaise de *BNP Paribas* la *Raiffeisen Bank Polska* pour 775 MEUR. Le produit de cette vente permettra à RBI d'augmenter de 0,9 point ses capitaux propres, mais la privera du bénéfice net annuel (2017 : 49 MEUR). La transaction, qui n'inclut pas l'activité prêts en devises, doit être finalisée au quatrième trimestre. Depuis février 2015, RBI cherche à vendre sa filiale polonaise, mais la transaction s'est toujours heurtée au portefeuille des crédits en francs suisses. RBI envisage alors de transférer ce portefeuille dans une nouvelle filiale polonaise. En 2017, RBI a affiché un bénéfice net de 1,1 Mrd EUR (+114,6 %) dont 443 MEUR en Russie (+40 %) et 181 MEUR en Ukraine (+34 %). Le total de bilan s'est élevé à 135,1 Mrd EUR (+0,3 %), le ratio de fonds propres atteignant 12,7 % (+0,3 point). RBI est coté à la bourse de Vienne, les banques régionales *Raiffeisen* étant les actionnaires principaux avec 58,8 % au total. Après l'annulation d'un dividende entre 2014 et 2016, un dividende a été fixé à 0,62 % pour l'année 2017.

L'investissement étranger à la bourse de Vienne

Depuis 2008, le spécialiste des données financières *Ipreo* publie des études semestrielles portant sur les investissements internationaux à la bourse de Vienne. En 2017, la part des investisseurs internationaux s'élève à 79,3 % comparée à 80,4 % en 2016, les Etats-Unis



a légèrement reculé en 2017

arrivant en tête des investisseurs avec 28,4 % (2016 : 27,7 %). Les investisseurs autrichiens représentent 20,7 % (2016 : 19,6 %). La part des actionnaires britanniques a augmenté de 13 % à 15,2 %, suivis par la Norvège (6,4 % après 7,1 % en 2016). La France affiche une diminution de ses investissements à 6,0 % après 6,6 % en 2016 et reste en 5^{ème} position devant l'Allemagne qui enregistre un recul de 6,0 % à 5,7 %. Les investisseurs les plus importants sont *Norges Bank Investment Management* (Norvège), *The Vanguard Group, Inc.* (Etats-Unis) et *BlackRock Fund Advisors* (Etats-Unis). L'investisseur autrichien le plus important est *Erste Asset Management GmbH*. Les 4 et 5 avril 2017, 12 entreprises autrichiennes cotées à la bourse de Vienne se sont présentées à Paris dans le cadre des « *Austrian Equity Days* » organisées en coopération avec *Kepler Cheuvreux* afin d'attirer les investisseurs français. Y ont participé : *Andritz, EVN, FACC, Kapsch TrafficCom, Lenzing, Mayr-Melnhof, Palfinger, SBO, Semperit, Vienna Insurance Group, voestalpine et Wienerberger*.

Energie et environnement

OMV va investir 1,5 Mrd USD dans des champs pétroliers à Abu Dhabi

Le groupe pétrolier et gazier OMV a annoncé s'être entendu avec la Compagnie nationale pétrolière d'Abu Dhabi (ADNOC) en vue de l'achat de 20 % de deux champs pétroliers off-shore de ces émirats, pour 1,5 Mrd USD. La transaction, qui selon OMV doit être finalisée à la fin du mois, porte sur les champs de Satah Al Razboot et d'Umm Lulu et s'inscrit dans un plan de 10 Mrd EUR d'acquisitions d'ici 2025, annoncé mi-mars par le groupe. Dans ce contexte, le Chancelier Sebastian Kurz et la ministre du Numérique et de l'économie, Mme Margarete Schramböck, accompagnés d'une délégation d'entreprises (dont *Vamed* qui érige à Abu Dhabi l'hôpital Dar Al-Shifaa) se sont rendus fin avril aux Emirats arabes unis. De plus, OMV annonce le rachat au groupe anglo-néerlandais *Royal Dutch Shell* de 578 MUSD de parts dans des champs gaziers en Nouvelle-Zélande. En novembre dernier, OMV avait finalisé le rachat à l'allemand *Eon* du quart d'un des principaux champs gaziers russes, celui de Yuzhno-Ruskoje, pour 1,72 Mrd EUR. Le groupe, qui a renoué avec les bénéfices en 2017 à 853 MEUR après une phase d'assainissement, veut faire passer sa production à 600 000 équivalents barils par jour d'ici 2025, après 377 000 fin 2017. Groupe intégré de la production à la distribution, OMV s'est donné pour objectif de faire croître de 70 % d'ici 2025 son résultat opérationnel hors effets d'inventaires et effets exceptionnels, à 5 Mrd EUR. Le groupe, qui emploie 27 700 personnes, prévoit de porter sa production quotidienne moyenne à 420 000 équivalents barils par jour dès cette année.

Industrie

Les coûts élevés de l'énergie pèsent sur l'industrie du papier

L'industrie papetière de l'Autriche qui compte 24 entreprises dont *Lenzing, Mayr-Melnhof, Mondi* ou *Sappi Austria* avec 7 800 employés, a réduit sa production de 2,7 % à 4,9 millions de tonnes en 2017. Parallèlement, la quantité du bois utilisé a diminué de 2,2 % à 8,6 millions de mètres cubes. La production de cellulose a reculé de 2,8 % à 2,1 millions de tonnes et l'utilisation de papier recyclé de 4,4 % à 2,2 millions de tonnes. En revanche, le chiffre d'affaire de l'industrie du papier a augmenté de 0,7 % pour atteindre 4,0 Mrd EUR ce qui correspond à environ 700 EUR par tonne. Les investissements du secteur se sont élevés à 222 MEUR. 87,8 % de la production sont destinés à l'export. En Autriche, la consommation de papier a atteint 1,9 million de tonnes en 2017. Selon la fédération de l'industrie papetière



Austropapier, ce secteur souffre des coûts élevés de l'énergie qui dépasseraient jusqu'à 25 % le niveau de prix enregistré dans d'autres pays de l'UE. La nouvelle loi énergétique annoncée pour 2020 serait l'occasion de remédier à ce désavantage.

**LG rachète
l'autrichien ZKW
pour un montant
d'1,1 Mrd EUR**

ZKW, le groupe autrichien fabricant de phares haut de gammes pour les voitures, qui fournit notamment *Audi*, *BMW*, *General Motors*, *Porsche*, *Mercedes Benz*, *Opel*, *Rolls-Royce*, *Scania* ou encore *Volkswagen* a été racheté par le groupe sud-coréen, *LG* (à 70 % par *LG electronics*, et à 30 % par *LG groups*) Le groupe LG qui développe ses activités de pièces d'automobiles compte à travers ce rachat se positionner sur le marché des solutions d'éclairage intelligentes grâce aux capteurs et caméras des véhicules qui pourront également donner des informations sur la route. L'entreprise est présente sur 8 sites de productions : deux usines en Autriche (à Wieselburg et Wiener Neustadt), les autres en Slovaquie, en République tchèque, en Chine, en Inde, au Mexique et aux États-Unis. Le groupe ZKW avait clôturé en 2017 une nouvelle année record, augmentant de 30 % ses ventes consolidées par rapport à 2016 à plus de 1,2 Mrd EUR. L'effectif était passé de 7 500 à 9 000 employés environ que le groupe LG s'est engagé à maintenir pour les 5 années à venir. Par ailleurs Oliver Schubert, le patron de ZKW restera à la tête de l'entreprise.

Transports

**L'opérateur ÖBB
se félicite d'un
résultat en hausse
grâce à la
branche «
voyageurs »**

En 2017, l'opérateur ferroviaire historique ÖBB (*Österreichische Bundesbahnen*) a enregistré un chiffre d'affaires de 5,5 Mrd EUR soit une hausse de 5 % par rapport à 2016. Le résultat opérationnel avant impôts (EBT, *earnings before taxes*) a augmenté de 6 % à 176,3 MEUR. Le développement était particulièrement bon dans la branche « voyageurs » qui affiche un EBT de 86,7 MEUR en hausse de 4,8 MEUR, le nombre de passagers atteignant 459 millions. En revanche, le résultat opérationnel avant impôts de la branche « fret » a diminué de 2 MEUR pour atteindre 42,3 MEUR. L'EBT de *ÖBB Infrastruktur* a reculé de 2,5 MEUR à 47,1 MEUR, le volume des investissements s'élevant à 1,8 Mrd EUR. Pour 2018, des investissements à hauteur de 1,9 Mrd EUR sont prévus. Les ÖBB emploient plus de 41 000 personnes dont environ 1 900 apprentis.

**Péage
autoroutier :
pour une
affectation
exclusive des
recettes ?**

L'entreprise publique ASFINAG (*Autobahnen- und Schnellstrassenfinanzierungs-AG*) qui gère le réseau routier à haut débit a prélevé des péages en 2017 à hauteur de 2,0 Mrd EUR (+5,8 %) dont près de 1,4 Mrd EUR pour les poids lourds et les bus (+7,6 %) et 660 MEUR pour les voitures particulières (+2,4 %). Le bénéfice net a atteint 709 MEUR (2016 : 615 MEUR) dont 100 MEUR ont été versés à l'Etat sous forme de dividende. La chambre fédérale de l'économie WKO et le club automobile ÖAMTC ont une fois de plus déploré cette pratique et préconisent que les bénéfices de l'ASFINAG soient exclusivement affectés au remboursement des dettes de l'entreprise qui s'élèvent à 11,3 Mrd EUR et à l'aménagement des infrastructures autoroutières comme indiqué au verso de la vignette pour véhicules particuliers. Depuis 2011, ASFINAG a versé à l'Etat 800 MEUR sous forme de dividende. En 2018, ce montant devrait s'élever à 170 MEUR.

[Haut du document](#)

**Présence française****Amundi Austria
finalise la fusion
avec Pioneer
Investments**

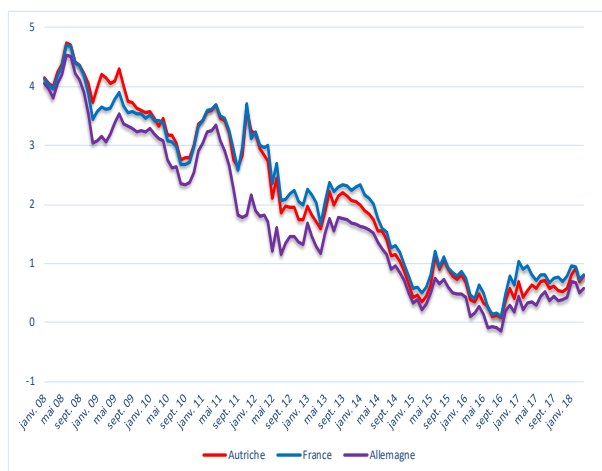
Amundi Asset Management annonce la finalisation de la fusion entre *Amundi Austria GmbH* et *Pioneer Investments Austria GmbH* au 1^{er} mai 2018. Mi-décembre 2016, l'entreprise de gestion d'actifs *Amundi*, détenue à 80 % par *Crédit Agricole S.A.*, avait annoncé le rachat de l'italien *Pioneer*, filiale d'*UniCredit*, pour 3,5 Mrd EUR. L'opération a gonflé les encours sous gestion du groupe de plus de 20 %, à 1 276 Mrd EUR, qui ainsi fait son entrée dans le top-10 des gérants d'actifs mondiaux. Après avoir racheté l'autrichien *BAWAG P.S.K. INVEST* en mars 2015, *Amundi* a acquis alors *Pioneer Austria*, filiale d'*UniCredit Bank Austria*, et est devenu le numéro trois des sociétés d'investissement en Autriche avec un volume géré de 23,18 Mrd EUR en 2017 (5,3 Mrd EUR pour *Amundi Austria* et 17,9 Mrd EUR pour *Pioneer Investments Austria*), derrière *Erste Sparinvest KAG* (34,0 Mrd EUR) et *Raiffeisen KAG* (presque 33 Mrd EUR). Le total des fonds gérés par les entreprises de gestion d'actifs en Autriche s'est élevé à 175,4 Mrd EUR à la fin de l'année 2017 soit une augmentation de 5 % en glissement annuel. Au 30 avril 2018, les fonds d'investissements de *Pioneer Investments Austria GmbH* qui portent le préfixe PIA, ont été renommés *Amundi*.



Annexe

Indicateurs de l'activité économique

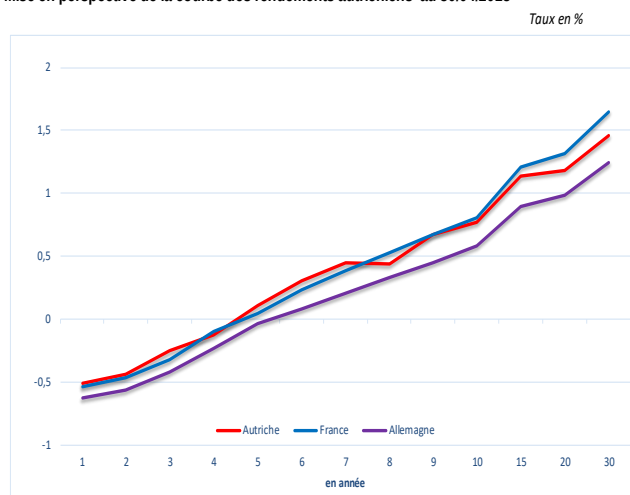
Evolution des taux actuariels à 10 ans depuis janvier 2008



source : Thomson Reuters.

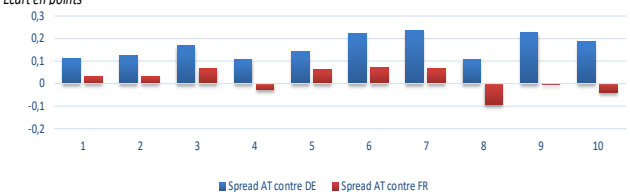
	Max	Min	Actuel	dernier point
Autriche	4,74 juin 2008	0,08 sept 2016	0,79	avril 2018
France	4,69 juin 2008	0,10 sept 2016	0,81	avril 2018
Allemagne	4,53 juin 2008	-0,14 sept 2016	0,58	avril 2018

Mise en perspective de la courbe des rendements autrichiens au 30/04/2018



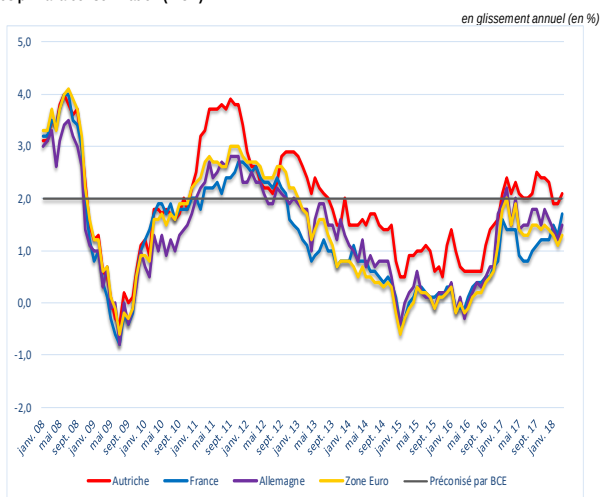
Source : SIX

Ecart en points



Source : SIX

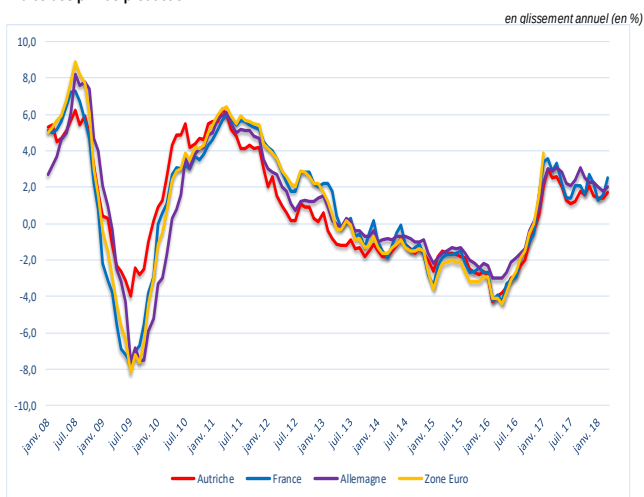
Indice des prix à la consommation (IPCH)



source : Eurostat

en %	Maximum		Minimum		Actuel	dernier point
Autriche	4,0	juin 2008	-0,4	juil 2009	2,1	mars 2018
Allemagne	3,5	juil 2008	-0,8	juil 2009	1,5	mars 2018
France	4,0	juin 2008	-0,8	juil 2009	1,7	mars 2018
Zone Euro	4,1	juil 2008	-0,6	juil 2009	1,3	mars 2018

Indice des prix de production

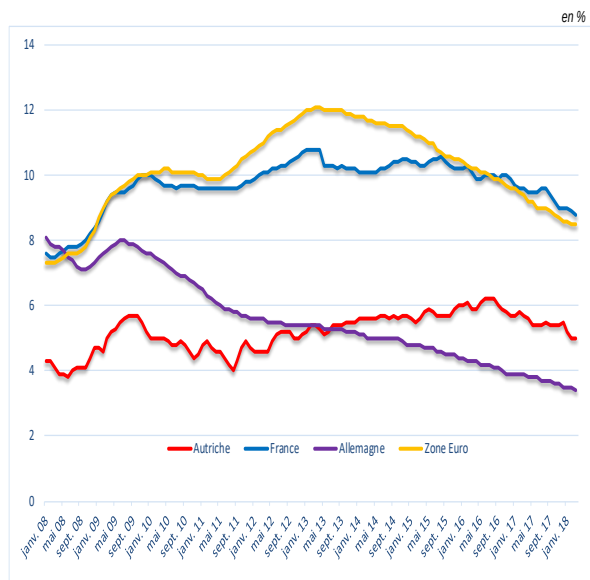


source : Eurostat

en %	Maximum		Minimum		Actuel	dernier point
Autriche	6,3	mars 2011	-4,3	févr 2016	1,7	mars 2018
Allemagne	8,2	juil 2008	-7,6	juil 2009	2,0	mars 2018
France	7,3	juil 2008	-7,6	juil 2009	2,5	mars 2018
Zone Euro	8,9	juil 2008	-8,2	juil 2009	2,1	mars 2018



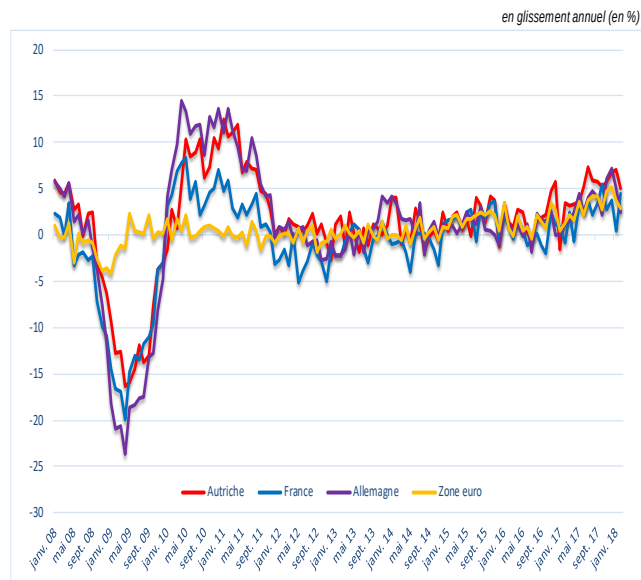
Taux de chômage - évolution depuis janvier 2008



source: Eurostat

en %	Maximum	Minimum	Actuel	dernier point
Autriche	6,2 août 2016	3,8 juin 2008	5,0	mars 2018
Allemagne	8,1 janv 2008	3,4 mars 2018	3,4	mars 2018
France	10,8 avr 2013	7,5 mars 2008	8,8	mars 2018
Zone Euro	12,1 avr 2013	7,3 mars 2008	8,5	mars 2018

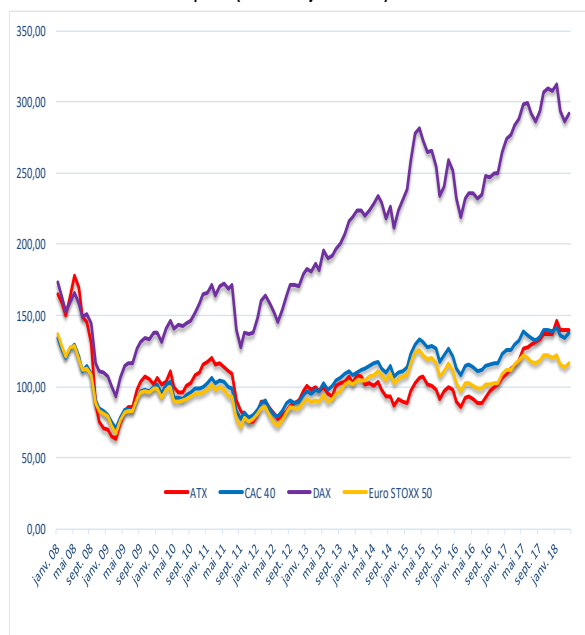
Indice de la production industrielle (hors construction) cvs-cjo



source: Eurostat

en %	Maximum		Minimum		Actuel	dernier point
Autriche	12,4	janv 2011	-16,4	avr 2009	5,0	février 2018
Allemagne	14,4	avr 2010	-23,6	avr 2009	2,5	février 2018
France	8,3	mai 2010	-19,9	avr 2009	4,4	février 2018
Zone euro	5,2	déc 2017	-4,2	janv 2009	2,9	février 2018

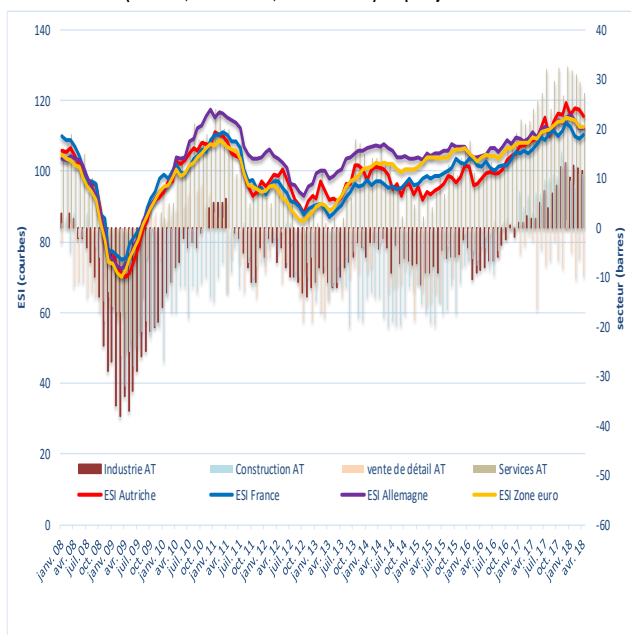
Evolution des indices boursiers européens (base 100 = janvier 2005)



source : Wiener Börse.

dernier point : avril 2018

Climat des affaires (Services, Construction, Vente de détail) - depuis janvier 2008

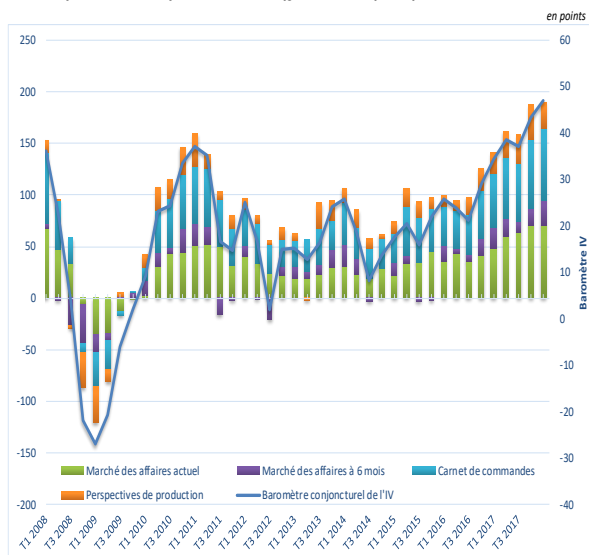


source : OeNB

dernier point : avril 2018

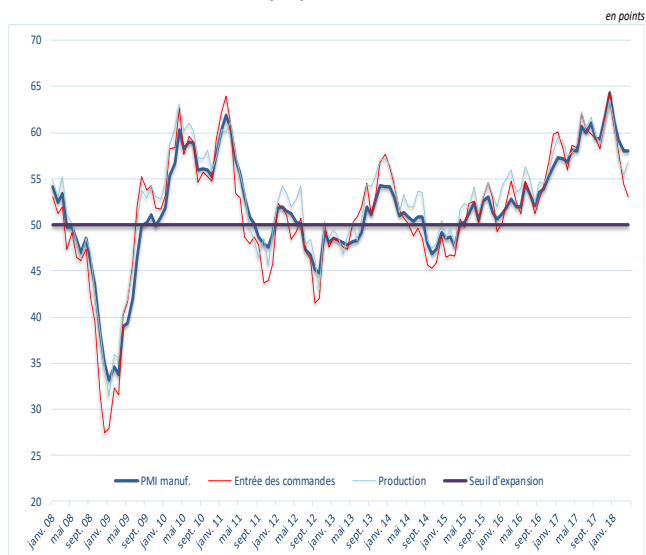


Enquête de conjoncture : IV Konjunkturbarometer (grandes entreprises)



source : Industriellenvereinigung
dernier point : T1 2018

PMI Industrie et sous-indices - depuis janvier 2008



source : Bank Austria Research
dernier point : avril 2018

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Vienne (adresser les demandes à vienne@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur :

Service Économique de Vienne
Adresse : Reisnerstrasse 50/10
1030 Vienne
Autriche

Rédigé par : Susanne Maynhardt, Pascal Chaumont, Margaux Roze des Ordon

Relu par : Claire Thirriot-Kwant, Conseillère économique

Version du 7 mai 2018

Version originelle : Septembre 2013

Rédaction achevée le 30 avril 2018